



**Déclaration liminaire au CSA de la DI
Bourgogne-Franche-Comté-Centre-Val de Loire
des 21 et 22 novembre 2024**

Madame la Présidente,

Les représentants du SNAD CGT se présentent aujourd'hui, afin de lire cette liminaire de boycott du CSA, pour marquer leur profond désaccord au Projet de Loi de Finances 2025, qui se révèle être une calamité pour la Fonction Publique et pour exprimer leur mécontentement devant les réformes imposées sous couvert de pseudos-concertations par la Direction Générale.

Le Gouvernement BARNIER a annoncé devoir trouver 40 milliards d'euros d'économies pour le prochain budget en annonçant une politique austéraitre, qui fonde une partie de son action sur la réduction des moyens alloués aux services publics et sur la réduction des droits des fonctionnaires.

Le discours "anti-fonctionnaires", bien alimenté par un Ministre de tutelle aux propos honteux et provocateurs, désigne les agents publics comme responsables de tous les maux, et notamment des centaines de milliards d'euros dont le Président Macron a privé les caisses de l'Etat depuis 2017, en multipliant les cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises.

En quelques années, pas moins de 683 milliards d'euros ont été distribués sans aucune contrepartie, dont 175 milliards d'euros d'aides aux entreprises, plusieurs milliards d'euros de perte suite à la suppression de l'ISF, 264 milliards d'euros de CICE, sans parler des pertes non volontairement quantifiées par le Ministère suite au Transfert des Missions Fiscales de la Douane vers la DGFIP.

Le "fonctionnaire bashing" est lancé. Qu'importe le terme, il ne s'agit ni plus, ni moins de délégitimer aux yeux de la population, ceux qui assurent un service bénéficiant à tous, ceux qui travaillent dans un service qui préserve la cohésion sociale et maintient hors du cadre lucratif des secteurs d'activités essentielles, tels que la santé, l'éducation, les comptes publics, l'impôt, la protection contre toutes les formes de fraude...des secteurs partout régaliens par essence.

Le gel du point d'indice (-18% depuis 2010), l'absence de négociations salariales en

douane, la suppression de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA), les attaques sur les jours de carence, ainsi que la diminution de la rémunération en cas d'arrêts maladie, sont autant de mesures punitives, révélatrices de la volonté du gouvernement de faire porter le chapeau aux fonctionnaires et révélatrices de la politique de casse sociale que vont subir les services publics dans les mois qui viennent. Et on ose parler de mesures d'égalité avec le secteur privé!

A cela s'ajoutent les projets de fusion de services et les suppressions d'emplois de fonctionnaires puisque Michel Barnier a annoncé vouloir ne pas remplacer tous les fonctionnaires partant à la retraite.

Nul doute que cette politique de casse sociale va toucher l'ensemble des agents des douanes, déjà sévèrement éprouvés par l'enchaînement des réformes diligentées par la Direction Générale.

Ce ne sont pas l'aumône des 50 emplois supplémentaires en Douane que le Ministère daigne nous accorder pour 2025, qui cacheront les pénuries de personnels dans de nombreux services douaniers déjà exangues.

Ce ne sont pas les belles intentions de la Direction, à travers les pseudo-consultations des agents et les instances de dialogue social, qui masqueront l'accumulation des charges de travail dans de nombreux services, où les RPS s'accumulent et où les agents souffrent, devant leur incapacité à assumer convenablement leurs missions et devant le manque de reconnaissance de leurs difficultés par leur haute hiérarchie.

Depuis plusieurs mois, le refus de la DG de réellement débattre avec les OS avec transparence du maillage des services et des effectifs (brigades, bureaux, services viti, administration générale) semble cacher avec opacité des réformes que l'Administration ne veut pas dévoiler.

L'absence de vision d'avenir pour les RI, les rumeurs persistantes de disparition des cautions, les réformes en cours en matière de VITI-CI, ainsi que l'augmentation des charges de travail au dédouanement et dans les pôles gestion des procédures des bureaux de douane entretiennent un climat anxieux.

Le SNAD CGT, n'est d'ailleurs pas dupe que les 2 points aujourd'hui portés à l'ordre du jour (ateliers sur le chantier de la Surveillance, évolution de l'organisation interne des services Viticultures), sous couvert de concertations avec les agents et les représentants du personnel, cachent des projets de transformations profondes des services, avec des conséquences néfastes sur le long terme sur les conditions de travail des agents, sur les effectifs et sur le maillage des services.

Les ateliers de la surveillance engagés dans l'ensemble des Directions nous interpellent car ils rayent tout le cycle de discussions déjà entrepris depuis 3 ans par la DG avec nos représentants nationaux, pour soit disant aujourd'hui ouvrir des discussions orientées avec les agents du terrain, sans aborder les thèmes essentiels que sont les effectifs, le maillage des services, les moyens, les rémunérations et les missions.

Quel mépris affiché par la DG ! La Direction souhaite t'elle passer sous silence les conclusions de ce cycle de discussions pour se baser sur des pseudo-consultations visant à mieux asseoir la légitimité de ses réformes ?

Le SNAD CGT sait pertinemment que ces ateliers, déboucheront sur une synthèse déjà établie préparant "la Grande Casse" des services Surveillance, à travers un projet "Douane 2030" tenu secret à la Direction Générale.

Le LAB AURA ne fait il pas son retour par des moyens détournés ?

La réorganisation interne des services viticultures de l'Interrégion illustre la même stratégie de transformation des services sans concertation des personnels et des organisations syndicales, avec l'arrière pensée de transférer à plus ou moins long terme l'activité "gestion" à l'Interprofession, de rendre des effectifs et de fusionner les services.

Votre récente réflexion sur la pertinence du maillage des services viticoles en Côte d'Or lors de l'audience bilatérale de septembre 2024 avec le SNAD CGT, ne fait que confirmer cela.

Nul doute pour nous, qu'après les services surveillance et viticoles, les autres services douaniers AG et OPCO de l'Interrégion passeront sur le grill !

Si l'idée vous venait, sur ordre de la DG, d'ouvrir des chantiers propres au dédouanement, et aux autres services OPCO et AG avec l'aval de certains, nous restons avec prudence opposée à ce que de nouveaux chantiers s'ouvrent dans un calendrier contraint, avec des débats orientés, qui squeezeraient les thèmes essentiels tels que les effectifs, les moyens et la cartographie des services dans les territoires, qui écarteraient les OS en national, et qui déboucheraient sur des réponses déjà établies par la DG.

Le SNAD CGT exige que les difficultés des agents et que les besoins des services soient fidèlement relayées, sur la base d'une consultation honnête des agents et des représentants du personnel, en n'écartant pas les thèmes essentiels qui permettent d'améliorer les conditions de travail de nos collègues (effectifs, missions, moyens, maillage territorial des services...)

Permettez-nous de marquer notre scepticisme et notre perte de confiance à l'égard d'une Direction Générale, qui à plusieurs reprises, n'a pas respecté ses engagements et avec qui, le lien de confiance est rompu !

Enfin, la CGT voit en la future visite du Directeur Général et du Ministre du Budget et des Comptes publics programmée ce vendredi à Dijon, une énième opération de communication et une provocation, dans une période où les annonces gouvernementales de mesures punitives contre les fonctionnaires se multiplient, et dans un contexte de difficultés majeures dans de nombreux services douaniers de notre Interrégion.

L'annulation à la dernière minute de la deuxième journée du CSA, alors que certains représentants étaient déjà en route pour siéger, témoigne d'un irrespect et d'un profond mépris à l'égard des OS.

Il est peut être plus porteur pour nos hiérarques et certains hauts cadres de la Direction de se valoriser aux yeux du DG et du Ministre que de réellement se soucier des problèmes des agents.

Nous osons espérer que l'annulation à la dernière minute de la deuxième journée du CSA, ne pénalisera pas financièrement nos collègues représentants du personnel qui ont avancé des frais.

Devant ce dialogue de sourds qui s'instaure entre les syndicats de fonctionnaires et le gouvernement, et entre les syndicats douaniers et la Direction Générale, le SNAD CGT appelle tous les Douaniers à manifester leur mécontentement sous toutes les formes que cela soit, et à participer au future mouvement de grève intersyndicale prévu le 05 décembre prochain.

Les élus du SNAD CGT du CSA de la DI de DIJON